

Annexe

**Séminaire régional pour les Caraïbes sur la mise en œuvre
de la deuxième Décennie internationale de l'élimination
du colonialisme (défis et opportunités dans le processus
de décolonisation dans le**

I. Introduction

1. Dans sa résolution 55/146 du 8 décembre 2000, l'Assemblée générale a proclamé la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et prié les États Membres de redoubler d'efforts pour appliquer le plan d'action, tel qu'il figure dans l'annexe au rapport du Secrétaire général (A/46/634/Rev.1 et Corr.1), mis à jour, le cas échéant, pour servir de plan d'action pour la deuxième Décennie. Le rapport du Secrétaire général sur la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (A/56/61) contient un plan d'action mis à jour.

2. Dans sa résolution 63/110 du 5 décembre 2008, l'Assemblée générale a approuvé le programme de travail envisagé pour 2009 par le Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, comprenant la tenue d'un séminaire pour la région des Caraïbes qui serait organisé par le Comité spécial et auquel participeraient les représentants de tous les territoires non autonomes.

3. Le séminaire avait pour objet d'offrir au Comité spécial la possibilité d'entendre les vues des représentants des territoires non autonomes, d'experts, de membres de la société civile et d'autres acteurs dans le processus de décolonisation. Il a permis d'évaluer la situation dans les territoires non autonomes, en particulier la suite donnée au séminaire régional pour le Pacifique tenu en 2008, et de déterminer une ligne d'action et des moyens concrets permettant de relever les défis que pose le processus de décolonisation dans un monde en évolution et de saisir les possibilités qu'il offre. Le séminaire a également permis d'évaluer l'évolution constitutionnelle des territoires non autonomes vers l'autonomie et l'autodétermination, afin d'élaborer, en collaboration avec les puissances administrantes et les représentants des territoires, un programme de travail constructif et individualisé pour la décolonisation des territoires non autonomes. En outre, le séminaire visait à définir

déclaration. Les représentants du Maroc et de l'Algérie ont fait des déclarations sur la motion d'ordre. Les représentants de la CEPALC et de l'OMS/OPS ont répondu aux questions posées par les représentants de Cuba, de la Bolivie (État plurinational de), des Bermudes, du Brésil et de l'Indonésie.

18. À la 5^e séance, le 14 mai, le séminaire a tenu un débat général sur la voie à suivre par le Comité spécial, en ce qui concerne notamment les priorités pour le reste de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et les approches et priorités envisageables au-delà de la deuxième Décennie internationale.

C. Clôture de la réunion

19. À la 5^e séance, le 14 mai, le Rapporteur du séminaire a présenté le projet de rapport du séminaire.

20. À la même séance, Delano Frank Bart, Représentant permanent de Saint-Kitts-et-Nevis auprès de l'Organisation des Nations Unies, a pris la parole. Son intervention a été suivie des observations finales du Président (voir appendice IV).

21. Également à la même séance, les participants ont adopté par acclamation une motion de remerciement au Gouvernement et au peuple de Saint-Kitts-et-Nevis (voir appendice V).

IV. Conclusions et recommandations

22. Les membres du Comité spécial participant au séminaire (ci-après dénommés « membres participants ») ont rappelé la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et le rôle du Comité spécial, qui est d'examiner l'application de la Déclaration, de faire des propositions et des recommandations concernant les progrès accomplis et le degré d'application de la Déclaration, et de rendre compte à l'Assemblée générale.

23. Les membres participants ont réaffirmé que les conclusions et recommandations des séminaires précédents demeuraient pertinentes.

24. En outre, conformément à l'article 9 du règlement intérieur du séminaire (A/AC.109/2009/17, annexe), les membres participants soumettent au Comité spécial les conclusions et recommandations suivantes pour examen à sa session de fond :

A. Défis et opportunités dans le processus de décolonisation dans le monde actuel

25. Dans leurs observations finales, les membres participants :

a) Ont recensé un certain nombre de questions à caractère transversal dans le processus de décolonisation dans un monde en évolution, notamment l'impact des changements climatiques, la crise économique et financière mondiale, le rôle de la coopération régionale, de l'éducation et de la sensibilisation, le rôle des femmes, l'autonomisation des groupes vulnérables et la capacité d'exercer une pleine autonomie débouchant sur l'autodétermination;

c) S'agissant du processus de révision de la constitution à Anguilla, ont insisté sur l'importance de prendre en considération le consentement et les aspirations des habitants du territoire non autonome dans l'élaboration de la nouvelle constitution.

C. Défis et opportunités dans le processus de décolonisation des territoires non autonomes de la région du Pacifique et autres territoires, y compris le suivi du Séminaire régional pour le Pacifique de 2008

27. Dans leurs observations finales, les membres participants :

a) Se sont félicités de la participation des représentants de Sainte-Hélène et du Sahara occidental, ainsi que de l'Observateur de Gibraltar, et ont accueilli avec satisfaction les informations qu'ils ont présentées au séminaire; ils se sont également félicités de la participation d'un représentant de la société civile qui a fait part de ses vues sur le processus de décolonisation aux Samoa américaines;

b) Ont accueilli avec satisfaction les communications écrites présentées lors du séminaire par l'Ulu-o-Tokelau et par la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante des Tokélaou;

c) En ce qui concerne le Sahara occidental, les membres participants ont rappelé le mandat du Comité spécial concernant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et réaffirmé toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment sa résolution 63/105. Ils ont appuyé les résolutions 1754 (2007), 1783 (2007), 1813 (2008) et 1871 (2009) du Conseil de sécurité, et l'engagement pris par le Secrétaire général et son Envoyé personnel de chercher une solution à la question du Sahara occidental dans ce contexte. Ils ont demandé aux parties de continuer à faire preuve de volonté politique et d'œuvrer dans une atmosphère propice au dialogue afin d'entrer dans une phase plus intensive de négociations sur les questions de fond, pour assurer l'application des résolutions susmentionnées et le succès des négociations. Ils ont réaffirmé l'appel lancé aux parties à l'occasion de séminaires régionaux précédents, pour qu'elles poursuivent ces négociations sous les auspices du Secrétaire général, de bonne foi et sans conditions préalables, en tenant compte des efforts accomplis depuis 2006 et des faits nouveaux survenus depuis lors, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies;

d) S'agissant de la question des îles Falkland (Malvinas), ont rappelé les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial sur cette question, qui encourageaient la reprise des négociations entre les Gouvernements argentin et britannique en vue de trouver une solution durable au différend en matière de souveraineté, en tenant compte des intérêts de la population du territoire, conformément aux résolutions et décisions pertinentes de l'ONU;

e) S'agissant de la question de Gibraltar, se sont félicités de la poursuite des travaux du Forum pour le dialogue sur Gibraltar, instance de concertation entre l'Espagne, le Royaume-Uni et le gouvernement territorial.

D. Rôle du système des Nations Unies concernant l'aide aux territoires non autonomes

28. Dans leurs observations finales, les membres participants :

a) Se sont félicités de la participation des représentants de la CEPALC et de l'OMS/Organisation panaméricaine de la santé et ont accueilli avec satisfaction les informations qu'ils ont présentées au séminaire;

b) Ont encouragé les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à prendre une part plus active aux travaux du Comité spécial, y compris aux prochains séminaires régionaux sur la décolonisation, à l'invitation du Comité spécial.

E. Perspectives d'avenir : priorités pour le reste de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colo

puissances administrantes, accordent une attention accrue au développement durable à l'échelon local, notamment au développement des petites et moyennes entreprises, à la promotion du microfinancement et des activités contribuant à la création d'emplois, ainsi qu'à l'autonomisation des groupes vulnérables dans les territoires non autonomes;

h) Considérant la contribution de différents arrangements régionaux et organisations régionales au renforcement des capacités dont disposent les territoires non autonomes pour faire face aux problèmes nouveaux, recommandent de faciliter la participation effective des territoires non autonomes aux travaux des organisations régionales compétentes et aux arrangements régionaux applicables, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et par les mécanismes voulus, et de promouvoir une coopération régionale plus concrète et plus fonctionnelle dans différents domaines tels que la préparation aux catastrophes naturelles et l'autonomisation des populations locales;

i) Compte tenu également du rôle non négligeable des organisations régionales et des arrangements régionaux dans l'aide fournie à l'appui du processus de décolonisation dans les territoires non autonomes concernés, recommandent que le Comité spécial, conformément à son mandat et aux résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, renforce ses échanges et sa collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales compétentes;

j) Sur la question de la sensibilisation des peuples des territoires non autonomes aux questions de décolonisation, recommandent que le Comité spécial s'emploie activement, en collaboration avec le Département de l'information, à chercher des moyens novateurs de promouvoir une campagne de sensibilisation qui favorise dans les territoires une meilleure compréhension des options offertes par les résolutions et décisions de l'ONU sur la décolonisation en matière d'autodétermination, en veillant à compléter les efforts actuellement déployés et à ce que les informations fournies atteignent bien les peuples des territoires non autonomes;

k) Sur la question de l'éducation, suggère que les gouvernements territoriaux concernés et les puissances administrantes envisagent d'inscrire les questions de décolonisation dans les programmes scolaires des territoires non autonomes;

l) Considérant le rôle important des femmes dans le processus de décolonisation, soulignent qu'il faut continuer à promouvoir l'égalité entre les sexes, ce qui contribuera à améliorer la gouvernance et à renforcer les capacités d'autonomie en assurant l'égalité des droits pour tous;

m) En ce qui concerne l'examen des questions de statut et la révision de la constitution, de même que le processus global de décolonisation, soulignent que ces processus doivent être abordés au cas par cas, dans le respect des droits fondamentaux et d'une manière transparente, responsable, globale et faisant appel à

réaffirment que toutes les puissances administrantes, en particulier celles qui ne l'ont pas encore fait, doivent engager une collaboration efficace avec le Comité spécial;

o) Eu égard à la contribution précieuse apportée par les représentants des territoires non autonomes au séminaire, soulignent à nouveau que le Comité spécial devrait continuer, en utilisant le mécanisme approprié et avec l'aide du Secrétariat, à promouvoir la pleine participation de représentants des territoires autonomes aux futurs séminaires. Les puissances administrantes devraient faciliter la participation

Appendice I

Liste des participants

Membres du Comité spécial

Indonésie

R. M. Marty M. Natalegawa (Président)*
Mohamed Hery Saripudin
Hari Prabowo

Puissances administrantes

États-Unis d'Amérique (observateur)	Basil C. Ottley
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (observateur)	Simon Hosking

Observateur permanent

Saint-Siège	Rév. Simón Bolívar Sánchez Carrión Michael James
-------------	---

Organisations intergouvernementales

Union africaine	Ahmed Elobeid
-----------------	---------------

Territoires non autonomes

Anguilla	Lolita Davis-Richardson
Bermudes	Walton Brown Jr.

Appendice II

Message du Secrétaire général

J'adresse mes salutations à tous ceux qui sont réunis à Saint-Kitts-et-Nevis pour le Séminaire de la région des Caraïbes de 2009 sur la décolonisation. Je remercie le Gouvernement et le peuple de Saint-Kitts-et-Nevis d'avoir accueilli cette manifestation.

Le Séminaire donne au Comité spécial de la décolonisation l'occasion d'examiner les progrès accomplis dans l'application des principes consignés dans la Charte des Nations Unies concernant les territoires non autonomes et dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Le droit à l'autodétermination doit être soigneusement pris en compte quand on étudie les moyens d'accélérer la décolonisation des 16 territoires qui relèvent encore du Comité.

Je félicite le Comité d'avoir décidé d'examiner les problèmes et les perspectives de la décolonisation dans un monde en mutation rapide. La crise économique mondiale fait en effet peser une menace directe sur l'économie de ces territoires, notamment par son effet négatif sur le tourisme, importante source de revenus. L'effet potentiellement dévastateur du changement climatique mérite également qu'on s'y intéresse d'urgence, en particulier parce que bien souvent ces territoires non autonomes sont des petites îles.

Pour s'acquitter du mandat qui lui a été confié, le Comité spécial de la décolonisation devra coopérer avec les territoires non autonomes et les puissances administrantes. Les intérêts des populations des territoires non autonomes doivent être à la base même de l'effort entrepris. Je compte sur les puissances administrantes en particulier pour qu'elles s'acquittent de leurs obligations d'une façon qui favorise le bien-être des habitants des territoires qu'elles administrent. Le système des Nations Unies continuera à aider les territoires non autonomes, selon qu'il conviendra, dans les domaines tels que le développement économique et social, la viabilité environnementale, la santé publique et la bonne gouvernance.

Nous nous approchons de la fin de la deuxième Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme, et je vous engage vivement à continuer à travailler ensemble à la recherche de solutions qui permettraient d'achever le processus de décolonisation, de façon que l'on puisse radier de nouveaux territoires de la liste des territoires non autonomes. Le Secrétariat de l'ONU est prêt à apporter son concours. C'est dans cet esprit que je souhaite tout le succès à votre séminaire.

Appendice III

Déclaration liminaire du Président

Je tiens à souhaiter la bienvenue à tous les participants au Séminaire régional des Nations Unies de 2009 pour la région des Caraïbes sur la décolonisation, à Frigate Bay (Saint-Kitts-et-Nevis) qui a été convoqué sous les auspices du Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

Au nom du Comité spécial, je tiens aussi à remercier chaleureusement le Gouvernement et le peuple de Saint-Kitts-et-Nevis pour leur accueil.

Le Séminaire, cette année, a lieu dans un pays et une région qui, de longue date, s'efforcent d'éliminer le colonialisme, non sans succès, et il y a lieu de s'en réjouir.

Le pays hôte, Saint-Kitts-et-Nevis, de même que les autres États des Caraïbes, a toujours joué un rôle actif, que nous saluons, dans le travail du Comité spécial.

Le Séminaire est un élément essentiel du travail du Comité spécial et de l'activité entreprise durant la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Il revêt donc une importance symbolique car il se tient le mois même où le Comité spécial observe la semaine de solidarité avec les peuples des territoires non autonomes. L'intérêt du Séminaire réside dans le fait que c'est une occasion d'échanger dans une atmosphère détendue des idées sur les moyens de progresser encore dans la voie de la décolonisation.

Nous approchons en effet de la fin de la deuxième Décennie, de sorte que ce séminaire a aussi une grande importance pour le Comité spécial, celle de lui permettre de dégager des idées nouvelles et de formuler des recommandations pour mieux appliquer le mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

Le thème de cette année est « Défis et opportunités du processus de la décolonisation dans le monde d'aujourd'hui »; ce thème porte un message important, à savoir apprendre à résoudre les problèmes actuels, en respectant les principes et les résolutions des Nations Unies et du Comité spécial.

Le thème a été choisi car il constitue la suite logique du Séminaire de l'an dernier.

L'an dernier, à Bandung (Indonésie), le Séminaire pour la région du Pacifique a traité non seulement de la question essentielle de la décolonisation dans la région du Pacifique, mais a également cherché les moyens d'améliorer la coopération avec les puissances administrantes, de mieux diffuser les informations aux populations des territoires non autonomes au sujet de leur statut, et de repérer des moyens pratiques d'appliquer, au cas par cas, le mandat de décolonisation confié par les Nations Unies.

Cette année, outre que nous examinerons avec soin la décolonisation dans la région des Caraïbes, nous chercherons des moyens d'améliorer la pertinence du Comité spécial pour les populations des territoires non autonomes dans la dynamique d'un monde en pleine mutation.

Nous espérons recueillir vos vues sur les moyens de résoudre les grands problèmes mondiaux actuels tels que le changement climatique, la crise économique

mondiale, la crise alimentaire mondiale, qui risquent de ralentir la marche vers la décolonisation.

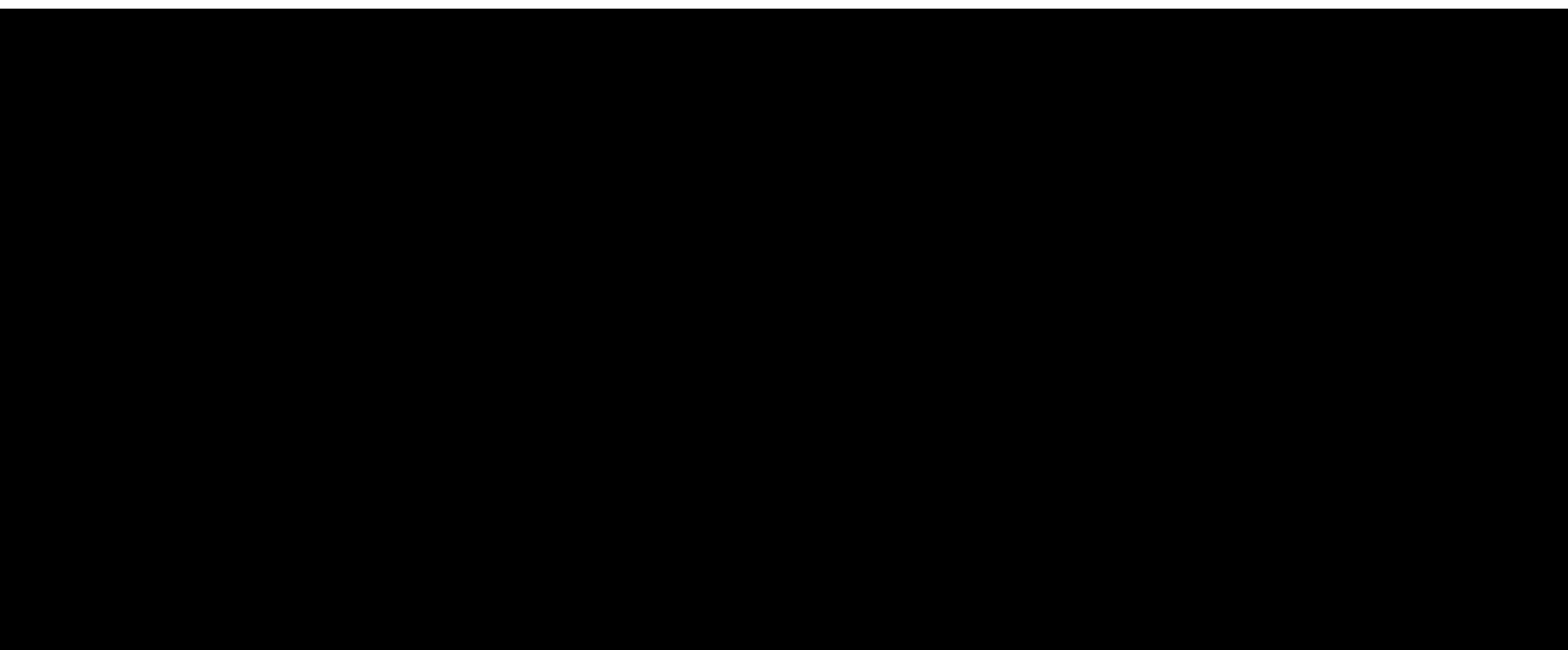
Nous souhaitons également entendre votre opinion sur les moyens d'améliorer l'accès à l'éducation et à l'informatique, et de mieux faire comprendre les droits constitutionnels, qui peuvent dégager de nouvelles possibilités de décolonisation.

Nous observons avec intérêt que la réunion de cette année a rassemblé un grand nombre de délégués. Au nom du Comité spécial, je tiens à saluer les représentants des territoires non autonomes, des puissances administrantes et d'autres États Membres des Nations Unies et les experts et représentants de la société civile venus à ce séminaire. Nous espérons que les débats seront fructueux et constructifs.

C'est ici en effet que le Séminaire a un rôle essentiel à jouer : plus nous ferons preuve de créativité et de volonté d'innover dans les jours qui viennent, plus les délibérations du Séminaire permettront de dégager des possibilités d'accomplir effectivement le mandat confié par les Nations Unies s'agissant de la décolonisation, notamment pour une meilleure coopération des puissances administrantes au travail du Comité spécial, et de promouvoir un soutien et une assistance tangibles aux territoires non autonomes pour les aider à faire face aux nombreuses difficultés qu'ils rencontrent dans le monde d'aujourd'hui.

Dans cet esprit, nous allons débattre, délibérer et travailler ensemble pour que ce séminaire soit fructueux.

J'ai l'honneur de déclarer ouvert le Séminaire de 2009 pour la région des Caraïbes sur la décolonisation.



analyses faites au cas par cas, l'état actuel de la décolonisation et de l'autodétermination dans chacun des territoires non autonomes et ce qui reste encore à faire. Nous devons examiner plus complètement les moyens d'appliquer concrètement le mandat confié par les Nations Unies en matière de décolonisation. Nous devons également travailler à l'envoi de missions de visite dans les territoires non autonomes au cas par cas et avec la participation à la fois du gouvernement du territoire concerné et de la puissance administrante.

En fait, une meilleure interaction, une coopération plus grande entre le Comité spécial et les puissances administrantes demeurent des conditions essentielles de l'application du mandat confié par les Nations Unies en matière de décolonisation. Cela sera bénéfique à toutes les parties, en particulier aux populations des territoires non autonomes. À cet effet, nous devons sans doute étudier la possibilité de créer une instance pour des conversations officieuses ou officielles, bilatérales ou impliquant de nombreux partenaires, et réunissant les territoires non autonomes, les puissances administrantes et le Comité spécial.

Nous avons également eu une discussion fructueuse sur la voie à suivre, et

Appendice V

Motion de remerciement au Gouvernement et au peuple de Saint-Kitts-et-Nevis

Les participants au séminaire régional pour les Caraïbes,

Réunis du 12 au 14 mai 2009 à Frigate Bay (Saint-Kitts-et-Nevis) pour examiner les problèmes et les perspectives du processus de décolonisation dans le monde actuel,

Ayant entendu une importante déclaration de la Secrétaire générale du Ministère de la sécurité nationale, de l'immigration et des affaires étrangères de Saint-Kitts-et-Nevis,

Prenant no d'écc̄u